



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-117640>

Département(s) de publication : **94, 93, 75**

Annonce n° **24-117640**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice APIJ

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Projet de relocalisation du Tribunal administratif de Montreuil et de la Cour nationale du droit d'asile à Montreuil (93)

Description : MISSION D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DU MOBILIER MOBILE

Identifiant de la procédure : 8d886cb7-9a26-4778-9146-da4704ea496d

Identifiant interne : 24-078

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : MONTREUIL

Code postal : 93100

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

2.1.4 Informations générales

Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)

Informations complémentaires : Il s'agit d'un marché passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles R. 2161-2 R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : les motifs d'exclusion sont les suivants : Ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Projet de relocalisation du tribunal Administratif de Montreuil et Cour Nationale du Droit d'Asile (93)

Description : MISSION D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DU MOBILIER MOBILE

Identifiant interne : 22-083

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71356200 Services d'assistance technique

Options :

Description des options : L'objet du marché est d'équiper le projet de mobilier neuf ou réemployé. Les prestations confiées au titulaire du marché se décomposent en 4 phases détaillées ci-après : Phase 1 : Analyse du rendu PRO et EXE mobilier/équipements (études réalisées par le titulaire du marché public global de performance), Phase 2 : Réalisation d'un inventaire exhaustif des mobiliers existants dans les deux juridictions, Phase 3 : Assistance dans la sélection des fournisseurs et des mises au point des marchés et commandes (en lien étroit avec le groupement), Phase 4 : Assistance pour la livraison, la réception et la mise en place du mobilier des différents fournisseurs.

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 13 place du général de Gaulle

Ville : MONTREUIL

Code postal : 93100

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 20 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Capacité économique et financière

Description : pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement :
Concernant la situation propre des opérateurs économiques : 1- Une lettre de candidature complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ; en cas de groupement, une seule lettre de candidature est requise. 2- Si le candidat est en redressement judiciaire, au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet. Concernant la capacité économique et financière : 1- Une déclaration précisant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2 "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement") Concernant la capacité technique : 1- Les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années Les candidats sont invités à compléter l'annexe 2 au présent RC Cadre de réponse candidature. - Les CV et titres d'études des responsables de prestations de services ainsi que leurs principales expériences de même nature que celle du marché 2- Un dossier détaillé de 3 références de moins de 3 ans, significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable Pour chaque référence, le candidat précisera : objet de l'opération, étendue des prestations : missions qui lui ont été confiées, donneur d'ordres, montant de la mission (en Euros HT), caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, importance de la surface, monuments historiques) Si le candidat transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : - Prix 40% apprécié sur la base du montant global et forfaitaire de l'offre - Valeur technique 60% La valeur technique sera appréciée sur la base des sous-critères suivants : • Pertinence de l'organisation et de la répartition des tâches entre les différents intervenants et moyens humain mis en oeuvre, notamment expérience professionnelle des intervenants affectés au marché (20%) • la qualité et la pertinence de la méthodologie telle qu'elle résulte du contenu du mémoire méthodologique (20%) • la pertinence et la cohérence de la répartition du temps passé prévisionnel pour l'exécution de chaque mission (20%)

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Date limite de demande d'informations complémentaires : 04/11/2024 à 12:00

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2628106&orgAcronyme=d3f>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 18/11/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Pas encore connu

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Melun 43 rue du Général de Gaulle CS 8630 77008 MELUN FR. @ : greffe.ta-melun@juradm.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice APIJ

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice APIJ

Numéro d'enregistrement : 18009225600023

Adresse postale : IMMEUBLE OKABE 67 AV DE FONTAINEBLEAU

Ville : Le kremlin-bicetre

Code postal : 94270

Subdivision pays (NUTS) : Val-de-Marne (FR107)

Pays : France

Adresse électronique : Equipe1@apij-justice.fr

Téléphone : 0188288935

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 79a78118-1e39-4264-b531-bfc4f1750c2d - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 16/10/2024 à 10:37

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16/10/2024